

Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Conseil d'administration
Séance du 26 novembre 2024

Délibération n° 4.1.2

Le 26 novembre 2024, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en présentiel et visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 28

Membres représentés (procuration) : 5

Quorum : 19

Point 4 – Gouvernance

Délibération 4.1.2 – Budget initial 2025 Fondation

Visas :

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 modifié relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro) ;

Vu la délibération n°3.2 du conseil d'administration de l'Institut Agro le 16 novembre 2021 portant création de la Fondation de l'Institut Agro.

Exposé des motifs :

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver :

Les autorisations budgétaires suivantes :

- 24,55 ETP dont 22,21 ETP hors plafond
- 2 880 889€ d'autorisation d'engagement dont :
 - o 1 160 400€ en personnel
 - o 1 691 489€ en fonctionnement
 - o 29 000€ en investissement
- 2 899 592€ de crédits de paiement dont :
 - o 1 160 400€ en personnel
 - o 1 710 192€ en fonctionnement
 - o 29 000€ en investissement
- 2 657 572€ de prévisions de recette
- -242 020€ de solde budgétaire

Les prévisions comptables suivantes :

- 273 646€ de résultat patrimonial
- 234 036€ de capacité d'autofinancement
- 205 036€ de variation de fonds de roulement

ADOPTÉ :
à 28 voix pour
à 0 voix contre
à 2 abstentions

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 26 novembre 2024, approuve le budget initial 2025 Fondation.

Fait le 26 novembre 2024.

**Le Président du conseil d'administration,
Dominique Chargé.**

La présente délibération est publiée sur le site internet de l'Institut Agro. En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.